

Vaud 3 Écologie 8-9 International 12 Immigration 13

Sexisme et harcèlement: fin de l'omerta à l'Unil

Grève du climat: «Nous avons un plan»

Russie: le régime kleptocrate panique

Encore des renvois de la honte



Édito

## 50 ANS D'UNE DÉMOCRATIE MOINS INCOMPLÈTE

**C'**est un drôle de «jubilé» auquel nous assistons. Pour les 50 ans du droit de vote des femmes, nous souhaitons célébrer cet anniversaire avec une joyeuse colère. Celle-là même qui nourrit les luttes féministes présentes et à venir, et non avec le satisfecit de Karin Keller-Sutter qui, elle, célèbre

avec d'autres bourgeois·es la naissance d'une «*démocratie complète*».

En quoi peut-on parler d'une démocratie complète quand 25% des habitant·e·s qui vivent et paient des impôts en Suisse ont juste le droit de se taire? Quand seul l'argent – qu'on a ou qu'on n'a pas – décide de qui a la parole et qui ne l'a pas

lors des campagnes politiques précédant les scrutins? Quand les lois favorables aux femmes, aux personnes trans\* et non binaires peinent à émerger? Ou pire, restent souvent lettre morte lorsque des mobilisations réussissent à les arracher.

La Constitution de 1848 postulait «*l'égalité des droits*» noir sur blanc, mais la révolution bourgeoise ne reconnaissait que les hommes comme citoyens à part entière. Et encore, ce n'était pas le cas de tous. L'acteur politique était masculin, financièrement indépendant. Les pauvres et les femmes n'avaient, elles et eux, pas droit au chapitre. →

Écologie

15

# LE CAPITAL, C'EST DU BÉTON

Plus d'un siècle durant, les hommes ont refusé le droit de vote et d'éligibilité aux Suissesses, quels que soient leur travail ou leur fortune. Pendant plus de 90 votations, les hommes utiliseront le droit de vote, qu'ils détiennent depuis 1848, pour refuser ce droit aux femmes ! Si leur mari les autorisait à exercer un métier, elles avaient, à l'instar des immigré·e·s aujourd'hui, l'obligation de payer des impôts. Par contre, elles n'avaient ni le droit de faire entendre leur voix dans les urnes, ni celui de se présenter sur une liste électorale. Solidement ancré dans la tête des hommes et bien articulé au capitalisme, le patriarcat ne cédait pas d'un pouce face aux luttes féministes menées aussi bien par les ouvrières, les intellectuelles que par des femmes bourgeoises qui ne pouvaient admettre d'être ainsi mises à l'écart de la vie politique.

Pendant près de 100 ans, de nombreuses femmes de toutes les classes sociales se sont impliquées corps et âme dans cette lutte acharnée pour la reconnaissance de leurs droits civiques. Grâce à toutes les féministes actives, Rosa Bollag-Bloch, l'unique femme du Comité d'Olten, réussira notamment à faire inscrire la revendication du droit de vote des femmes sur la liste des exigences de la grève générale de 1918. Mais il faudra encore bien des luttes avant que la majorité des hommes suisses ne cède.

Le patriarcat a la peau dure, mais fini le temps consensuel où l'on nous faisait chanter l'hymne national à l'école à la gloire de « notre démocratie si parfaite ». Aujourd'hui les femmes, toutes générations confondues, sont dans la rue, bien décidées à ne plus se laisser faire. Cet aspect est malheureusement souvent mis de côté par les médias dominants dans leurs célébrations des 50 ans du droit de vote des femmes. Les reportages n'évoquent que rarement les luttes féministes de l'époque pour se concentrer presque exclusivement sur les trajectoires individuelles de certaines « pionnières ». Or c'est bien par la mobilisation de collectifs féministes que ce droit a pu être conquis et que d'autres continuent et continueront de l'être.

La rédaction

JE 25 FÉVRIER

17 H 30 – 19 H

## ZAD DE LA COLLINE ET LUTTES ÉCOSOCIALISTES: QUELLES STRATÉGIES ET FRONTS POLITIQUES CONSTRUIRE?

En ligne

[facebook.com/solidarites.vaud](https://facebook.com/solidarites.vaud)

SA 27 FÉVRIER

13 H 30 – 17 H

## GRANDE PLÉNIÈRE DE LA GRÈVE POUR L'AVENIR

En ligne

Inscription: [gpla\\_vaud@protonmail.ch](mailto:gpla_vaud@protonmail.ch)

Élections communales

Lausanne

**VOTEZ ET FAITES VOTER**

- LISTE @ ENSEMBLE à GAUCHE LAUSANNE (POP – SOLIDARITÉS – INDÉPENDANT·E·S) AU CONSEIL COMMUNAL
- LISTE @ ENSEMBLE À GAUCHE (SOLIDARITÉS + INDÉPENDANT·E·S) À LA MUNICIPALITÉ

JE 18 FÉVRIER

MA 2 MARS

QUELLE VILLE FÉMINISTE ET ANTIRACISTE VOULONS-NOUS?

20 H

20 H

« ZOOMPÉRO » Discussion avec nos candidat·e·s à la Municipalité

Inscription: [vaud@solidarites.ch](mailto:vaud@solidarites.ch)

Conférence-débat avec Maimouna Mayoraz (candidate Ensemble à Gauche), une intervenante de Fleur de pavé et Anouk Essyad (solidarités)

National

Votations

## NE NOUS LIBÉREZ PAS, ON S'EN CHARGE

Dans le cadre des débats sur la votation de l'initiative anti-burqa du 7 mars, des voix se revendiquant « féministes », se situant en fait au sein d'un féminisme dominant et libéral, s'érigent en grand·e·s défenseurs·euses des femmes musulmanes, perçues comme fatalement soumises et opprimées.

Si ces groupes se considèrent comme féministes, il semble particulièrement important de rappeler un principe fondamental du féminisme, toujours remis en question et pour lequel les féministes à travers le monde continuent de se battre : le principe d'autonomie corporelle et de droit à l'autodétermination. Si l'on croit fermement que toute personne s'identifiant comme femme doit avoir le choix par rapport à sa vie et à son corps, on ne peut tolérer une acceptation à géométrie variable de ce principe.

En outre, il semble incongru de choisir de combattre les formes de discrimination basée sur le genre par une autre forme de discrimination, renforçant le racisme et le sexisme auxquels les femmes musulmanes sont

déjà soumises. Comment se prétendre féministe tout en remettant en question la capacité des femmes à faire leur propre choix ? Les femmes de confession musulmane, déjà suffisamment discriminées et sujettes à des stéréotypes ayant un impact considérable sur la réalisation de leurs droits, n'ont pas besoin que l'on décide à leur place de leur libération et émancipation, encore moins en utilisant l'appareil répressif de l'État bourgeois pour ce faire. Il convient également de rappeler ici que toute velléité d'imposer le voile ou la burqa représente la même violence sexiste que celle de les interdire.

S'attaquer aux problèmes structurels que sont le sexisme et le racisme ne peut se faire en choisissant de stigmatiser un groupe déjà lui-même discriminé. Seul un mouvement féministe intersectionnel et insurrectionnel de masse peut le faire.

Paola Salwan Daher

LU 15 FÉVRIER

20 H – 17 H

« INTERDICTION DE SE DISSIMULER LE VISAGE » : ISLAMOPHOBIE NON DISSIMULÉE

Conférence-débat avec Paola Salwan Daher (solidarités, Centre pour les Droits Reproductifs) et Ines El-Shikh (Les foulards violets)

[facebook.com/solidarites.vaud](https://facebook.com/solidarites.vaud)

Impressum  
Éditeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [journal@solidarites.ch](mailto:journal@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/journal](http://solidarites.ch/journal)

Tirage  
5 000 exemplaires  
23 n° par an  
Comité éditorial  
Clara Almeida Lozar  
Laura Cazador  
Pierre Conscience  
Joseph Daher  
Margaux Lang

Aude Martenot  
Julien Nagel  
Pierre Raboud  
José Sanchez  
Relecture  
Gaelle Kovaly  
Marc Leemann  
Gabriella Lima  
Guy Rouge

Pascal Vosticki  
Françoise Wos  
Maquette et mise en page  
Niels Wehrspann  
Couverture  
Niels Wehrspann avec  
Coraline Beyerle (photo :  
Gustave Deghillage)

Abonnements  
Annuel  
Étudiant·e·s, chômeur·euses, AVS/Al...  
Soutien  
3 mois à l'essai  
Pour payer :  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :  
▶ [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gores  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [info@solidarites.ch](mailto:info@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/genève](http://solidarites.ch/genève)

Fribourg/Freiburg  
Case postale 532  
1701 Fribourg  
E [Fribourg@solidarites.ch](mailto:Fribourg@solidarites.ch)

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 77 502 79 53  
E [ne@solidarites.ch](mailto:ne@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/ne](http://solidarites.ch/ne)

Vaud  
5 place Chauderon  
1003 Lausanne  
T +41 79 302 38 34  
E [vaud@solidarites.ch](mailto:vaud@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/vaud](http://solidarites.ch/vaud)

# 50 ANS DU MOUVEMENT DE LIBÉRATION DES FEMMES

Dans les commémorations du cinquantenaire du vote des femmes, il n'est guère question du MLF, mouvement de libération des femmes, pourtant né lui aussi en 1971 (en ce qui concerne Genève). Retour sur ses luttes toujours actuelles.



Manifestation pour l'ouverture d'un Centre femmes, Genève, 1976

**A**u début de l'année 1971, alors que les militantes pour les droits civiques fêtent leur victoire, des jeunes femmes, souvent déçues par les groupes politiques, désirent autre chose que le droit de vote ou « la simple égalité ». Elles veulent la liberté ! La liberté de s'affirmer, de vivre leurs désirs, leur sexualité, la maternité choisie ou le refus d'enfants, la maîtrise de leur corps, leur libre arbitre, et bien d'autres choses encore... Toutes les libertés et tout de suite !

Au soir du 7 février 1971, elles placardent dans les rues de Genève un tract clamant que le droit de vote ne résoudra en rien le problème de l'oppression des femmes. Le 17 février, elles rédigent un texte fondateur, au nom du « Front des Bonnes Femmes », signé par le fameux logo du poing levé rageur. Comme thèmes de luttes prioritaires, elles

proposent : le droit à l'avortement et une contre-orientation professionnelle, pour sortir des professions « féminines ». Elles affirment leurs liens avec les mouvements de libération des femmes, déjà fondés aux Etats-Unis et en France, dans l'élan (mais aussi face aux contradictions) de Mai 68. Très vite, le nom emblématique de MLF est adopté.

## Une inspiration féministe

Le mouvement genevois va durer une dizaine d'années et changera la vie de ses militantes, certes minoritaires dans la société, mais fortement actives et médiatisées. Leurs actions radicales ont contribué à inspirer le féminisme et faire évoluer les mentalités. Par exemple, c'est le MLF qui a organisé un des premiers squats à Genève, par l'occupation illégale, le 1<sup>er</sup> mai 1976,

d'un ancien bistrot de la place des Grottes pour y instaurer un Centre femmes, rasé par les bulldozers de la Ville, trois mois plus tard. Mais la réaction immédiate et forte (manifestation et scellage du bureau du maire) a fait plier les autorités qui ont fini par octroyer au mouvement une maison « pour se retrouver en tant que femmes » (en non-mixité) au boulevard Saint-Georges.

En 1975, décrétée « année internationale de la femme » par l'ONU, les militantes ont été particulièrement dynamiques pour rappeler toutes les libertés qui restent encore à conquérir et pour attaquer le mythe de LA femme, alors que les vies des femmes sont si multiples. Elles ont perturbé les cérémonies officielles de congratulation du Congrès de l'Alliance des sociétés féminines suisses, financé par les banques et l'industrie, pour récla-

## À LIRE

- *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ?*, récits de vie de six militantes du MLF à Genève, recueillis par Maryelle Budry et Edmée Ollagnier, Editions d'En Bas, 1999
- *Révolution sexuelle et mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977)*, Julie de Dardel, Editions Antipodes, 2007

## À VOIR

- *Debout, une histoire du MLF*, Carole Roussopoulos, 1999

mer haut et fort l'avortement libre et gratuit. Elles critiquent également le mariage, « un contrat de travail ». En résumé, elles veulent « la révolution, pas des résolutions ».

## Des luttes communes

Conscientes du caractère commun des différentes luttes, leur engagement s'est porté aussi contre la prison, contre la guerre, contre le nucléaire, contre l'exploitation, contre les usines chimiques. Elles ont également manifesté leur solidarité internationaliste, participant à des congrès en France, en Suisse alémanique, en Allemagne, en Angleterre. Une des luttes phares a été celle des lesbiennes pour la reconnaissance de leur liberté sexuelle, de leur dignité et de leur visibilité. Rien n'a été évident. Les discussions pouvaient être très âpres, loin du cliché de la femme douce et conciliante.

En 1978, un tournant a été pris vers la professionnalisation des militantes, exténuées par le bénévolat, et désirant créer leurs propres postes de travail autogéré. Ont été ouverts cette année-là plusieurs centres pour les femmes : orientation et de réinsertion professionnelles (Corref), santé (le Dispensaire), accueil pour femmes battues, soutien pour femmes violées (Viol-Secours), une librairie (L'Inédite)... Des journaux militants comme « L'Insoumise », puis Radio Pleine Lune diffusent les idéaux féministes.

Les luttes collectives s'essoufflent au début des années 80, certaines grognent « l'individualisme ronge le féminisme », mais les militantes s'attaquent à l'Université (création des Études genre), aux syndicats (commissions femmes), à la politique, entrent dans les professions dites masculines... Le feu couve et l'esprit MLF créatif et insoumis se retrouvera en 1991 et en 2019 dans les Grèves féministes.

Maryelle Budry

# FIN DE L'OMERTA À L'UNIL

À l'instar de la démarche entreprise par plusieurs étudiant-e-x-s de l'EPFL, le collectif Unil de la Grève féministe a dévoilé de nombreux témoignages de harcèlement et violences sexistes et sexuelles sur le campus de l'université.

Remarques déplacées, agressions sexuelles, harcèlement : ces comportements symptomatiques du sexisme inhérent à toute institution se retrouvent dans les récits des victimes, issues de tous les corps de la communauté universitaire. L'université, où le cadre de tra-

vail hiérarchique et productiviste prête à renforcer ces dynamiques, devrait par conséquent se montrer déterminée à enrayer ces agissements. Or, force est de constater qu'actuellement les mesures mises en place à l'Unil sont inefficaces pour lutter contre ces violences.

Les militante-x-s du collectif Unil de la Grève féministe mettent en avant le dysfonctionnement des dispositifs mis en place actuellement à l'université. Régulièrement, le groupe Impact, chargé de la gestion des conflits dans les institutions cantonales, est

pointé du doigt pour le mauvais traitement des cas qui lui sont remontés : manque d'éléments de preuve, dissuasion des victimes de poursuivre les procédures, méconnaissance totale des mécanismes de pouvoir en jeu dans ces situations. C'est une chose que d'avoir des procédures en place, c'en est une autre que de s'assurer qu'elles fonctionnent.

## Pour une culture non sexiste à l'Unil

Et pourtant, discuter avec la direction de l'université, le collectif l'a tenté ! Après deux ans de rencontres peu constructives, c'est sèchement que la fin de notre maigre collaboration nous a été annoncée. Mais les problèmes que le compte Instagram @payetonunil révèle aujourd'hui sont dénoncés depuis longtemps, notamment par le collectif de la Grève féministe, qui portait déjà en 2019 des revendications pour y remédier. L'université de Lausanne se retrouve face à sa propre hypocrisie lorsqu'elle affiche publiquement ses meilleures intentions, qui ne font que voiler son déni face à ce problème généralisé.

Aujourd'hui, nous - le collectif Unil de la Grève féministe, ainsi que toutes les personnes qui ont témoigné, partagé et soutenu notre action -, nous demandons que l'Unil prenne des mesures et s'engage dans la lutte contre le sexisme et les violences qui lui sont associées sur le campus. L'université est un des lieux de formation de la société de demain, elle ne peut valider, par son silence, de tels agissements. Il est temps de rendre compte de ce problème et de mettre fin à l'omerta.

Clara Almeida Lozar



# UNE VAGUE VIOLETTE DE PIXELS

Ce sont plus de 300 femmes, personnes trans et non binaires qui ont participé aux Assises de la Grève féministe en Romandie, par écrans interposés, le 30 janvier dernier. Son pendant alémanique, qui avait lieu au même moment, a réuni quant à lui environ 200 militant-e-x-s.

S'il y avait lieu de craindre un essoufflement dû à la situation

sanitaire et à la lassitude des dispositifs de visioconférence, la forte mobilisation a balayé les appréhensions. Organisé en ateliers thématiques simultanés, l'événement reflétait en effet des préoccupations brûlantes pour le mouvement féministe, que le plus féroce des virus ne saurait freiner : l'initiative islamophobe anti-burqa, que les militantes

appellent résolument à rejeter, la loi « Mariage pour tous » (et ses carences), la perspective de la Grève pour l'Avenir du 21 mai prochain, le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et la lutte contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes.

Les débats nourris et constructifs ont débouché sur la création de groupes de

travail le jour-même : deux s'attaqueront aux violences sexuelles et sexistes (plan de lutte national et redéfinition du viol dans le Code pénal) et un autre visera à soutenir le mariage pour tous·tes, tout en travaillant à un accès « réellement égalitaire » à la PMA.

Les résolutions qui ont émergé de ces Assises sont à consulter sur le site grevefeministe.ch, où les femmes, personnes trans et non-binaires peuvent aussi s'inscrire pour rejoindre le mouvement. D'autant plus que les militant-e-x-s ont décidé, Covid ou pas, que la grève du 14 juin 2021 aura lieu !

ML

## PLACE DU 14-JUIN, LA ROSE À LA MAIN

C'est avec ironie que nous avons observé l'inauguration de la place du 14-Juin, le 7 février à Lausanne. Observé, mais de loin, puisque le collectif de la Grève féministe n'a pas été invité. N'est-ce pas elle que l'on célèbre pourtant ? Le Parti socialiste, en pleine campagne, est lui aux premières loges. Dès le lendemain, il monte une vidéo de promotion de cette inauguration, largement diffusée sur les réseaux.

La Grève féministe s'est constituée en un mouvement hétérogène et apartisan. Composé de nombreu-se-x-s militant-e-x-s dévoué-e-x-s, c'est elle seule qui est parvenue à mettre en place des revendications politiques diverses, radicales et inclusives. Alors qu'elle défend les droits d'exercice du travail du sexe, la Municipalité à majorité socialiste réduit le territoire alloué à la prostitution de rue. Alors que le manifeste du 14 juin 2019 demande la fin de la précarité professionnelle et que la majorité des auxiliaires de la Ville sont des femme-x-s, la Municipalité refuse de les titulariser. Un bilan féministe plutôt carencé pour cette législature.

Les deux grands mouvements sociaux du pays – les grèves climatique et féministe – se sont constitués hors des parlements, montrant les limites des politiques institutionnelles pour répondre à l'urgence sociale et écologique que nous traversons. Inaugurer une place, c'est de la poudre aux yeux. Une récupération politique indigne du travail harassant mené par les militant-e-x-s pour la mise en place de mesures efficaces contre les injustices sociales et économiques.

CM



Le site de Johnson & Johnson au Locle

Neuchâtel

# POUR UNE NOUVELLE PROMOTION ÉCONOMIQUE

La situation de l'emploi dans le canton approche une zone de turbulences, alors que différentes entreprises annoncent des suppressions de postes, éclairant sous un jour cru les défauts de la stratégie fiscale cantonale.

**A**près les résultats à la baisse du géant Swatch group, la multinationale Johnson & Johnson (J&J) annonce un redéploiement mondial de sa production et la délocalisation de 320 emplois, ne restant plus sur sol neuchâtelois qu'une cinquantaine de postes.

Arrivée en 1991 dans le canton, J&J avait racheté une start-up médicale, la société Medos, et s'était considérablement développée, pour employer au faîte de son activité plus de 1200 personnes. Aujourd'hui, J&J se retire pour des raisons purement financières. Les autorités cantonales et communales étaient fières de ce fleuron de leur politique de promotion économique, basée sur des allègements fiscaux conséquents.

Cette dépendance de l'emploi et des finances à une série de grands groupes internationaux dans l'horlogerie, la micro-mécanique et le bio-médical étaient présentées comme un renouveau durable pour le canton industriel.

### Dépendance aux marchés?

Ces industries exportant la très grande majorité de leur production. Il en découlait une forte dépendance à des marchés lointains et à des actionnaires qui l'étaient tout autant. Le profit était l'unique motivation de leur établissement, aucune logique industrielle n'a été établie à long terme. L'ancien patron des montres Tissot a déclaré à ce sujet : « nous devons réinventer une économie et nous avons besoin d'une nouvelle mentalité. Nous devons compter sur nous-mêmes. » (Arcinfo, 3.2.2021). Luc Tissot veut encore faire confiance à ses pairs pour cette nouvelle adaptation.

### Ou développement durable?

Nous sommes partisan-e-s d'une autre voie : les marchés ne doivent plus décider de l'avenir de l'emploi. Le réchauffement et l'urgence climatique nous obligent à revoir les choix de production et de consommation. L'usage massif des énergies renouvelables à la place des combustibles fossiles ouvrirait un

nouvel avenir à une région dotée d'une tradition de mécanique de précision. Le développement et la fabrication de panneaux et de centrales solaires, leur montage ainsi que celui de moteurs à hydrogène, offriraient des débouchés pour les dizaines de milliers d'ouvrières et ouvriers de la région. Ce renouveau répondrait à des débouchés socialement et écologiquement viables et durables, pour progressivement abandonner les mirages du luxe. L'emploi bénéficierait d'une formation, d'un savoir-faire et d'un environnement industriel de micro-technique et de précision. La production locale ne doit pas se limiter aux produits alimentaires mais doit aussi concerner un maximum l'industrie et les services.

Cette nouvelle orientation devrait être accompagnée par une nouvelle politique de promotion industrielle visant la transition écologique et les objectifs de neutralité carbone exigés par le mouvement climat et promis par la Confédération.

José Sanchez

# UNE CAMPAGNE DE TERRAIN À RENENS

Notre camarade Jérémie Willemin s'engage dans la campagne pour les élections communales de Renens, au sein du collectif la Fourmi rouge. Entretien.



Jérémie Willemin lors de la campagne pour l'élection complémentaire au Conseil d'État vaudois (2019)

**Qu'est-ce que le collectif La Fourmi rouge ?** La Fourmi rouge est un parti politique basé à Renens formé essentiellement de militant·e·s du POP, mais aussi d'indépendant·e·s. Formé il y a 40 ans, ses principaux combats politiques sont l'amélioration de la qualité de vie des habitant·e·s et la défense de leurs droits.

**Dans le programme de la Fourmi rouge, il est proposé la mise en place d'une « commission externe » composée d'architectes et de paysagistes qui émettrait des avis et propositions sur les projets urbains en cours, qu'en penses-tu ?** Je pense que c'est une démarche intéressante. Car les architectes et paysagistes sont les plus indiqués pour penser la transition urbaine de la ville. Toutefois je trouve qu'il serait indispensable d'inclure les habitant·e·s dans ce processus.

**Pourquoi cette candidature dans la campagne avec Fourmi rouge ?** En tant que militant à solidaritéS depuis 2016, je me sens proche des idées défendues par la Fourmi rouge. De plus, il me semble néces-

saire d'établir un rapport de force contre la bourgeoisie au niveau parlementaire sans pour autant désertier les manifs et autres piquets de grève.

**Quelles sont les raisons de ton engagement pour la ville de Renens ?** Cela fait dix ans que j'habite Renens et j'ai tout de suite kiffé, la vibe qui rythme cette ville, son identité populaire et multiculturelle. Je suis conscient que cette ville doit évoluer, mais pour moi il est fondamental qu'elle garde son originalité. Celle de la banlieue ouest. De plus il est important pour moi d'enraciner son combat politique dans son lieu de vie.

**Et plus personnellement, d'où te vient ton engagement politique ?** Je pense que la genèse de mon engagement politique s'est faite grâce aux discussions que j'ai eu avec mes parents devant le téléjournal. Ensuite une autre source de mon engagement c'est le rap qui m'a conscientisé sur de nombreux sujets politiques comme le racisme, les violences policières... Puis ensuite la lecture de quelques bouquins et des heures innombrables passées devant des documentaires.

**Dans le programme, vous souhaitez rebaptiser des rues qui témoignent de l'engagement des femmes en politique, des idées ?** Je me réjouis d'ores et déjà de me balader sur les avenues Louise Michel, Rosa Luxembourg et Angela Davis. Votez Fourmi rouge, organisez-vous et luttez !

Propos recueillis par Martin Peikert

## DROITS COMMUNAUX FACILITÉS POUR LES PERSONNES ÉTRANGÈRES: UN ENJEU DÉMOCRATIQUE

Notre camarade et député au Grand Conseil Hadrien Buclin a présenté le 3 février dernier un texte visant à modifier l'article 142 de la Constitution vaudoise, traitant de l'accès aux droits politiques des personnes étrangères au niveau communal. L'initiative rassemble 26 cosignataires.

Aujourd'hui, cet accès requiert des conditions exigeantes qui ne reflètent pas la participation réelle des personnes à la vie du canton. La Constitution vaudoise prévoit que les personnes étrangères domiciliées dans une commune vaudoise ne peuvent faire partie du corps électoral communal qu'à deux conditions : être au bénéfice d'une autorisation et résider effectivement en Suisse depuis dix

ans sans interruption, ainsi qu'être domicilié·e dans le canton de Vaud depuis trois ans continus.

Ces critères sont excluants pour des milliers de personnes qui contribuent pourtant largement à la vie du canton, non seulement en y travaillant, payant des impôts et cotisant, mais également en l'enrichissant par leurs contributions à la vie culturelle et sociale des communes. Cette participation à

la vie sociale existe sans attendre un délai de 3 ou 10 ans. Et c'est au niveau politique communal que se décident des enjeux quotidiens qui impliquent et touchent toute la population. Les droits civiques de toutes et tous devraient correspondre à cette réalité. Des droits politiques communaux facilités, plus inclusifs, permettraient un meilleur vivre-ensemble et encourageraient l'insertion des nouvelles

et nouveaux arrivant·e·s dans la vie locale vaudoise.

La modification du texte demande donc que fassent partie du corps électoral toutes les personnes étrangères domiciliées dans la commune, résidant en Suisse au bénéfice d'une autorisation, et étant domiciliées dans le canton depuis un an minimum. Cette mesure semble essentielle pour une démocratie réellement plus juste et représentative de la population. Posséder un nom de famille à consonance étrangère amenuise les chances d'être élu·e·s pour les candidat·e·s, surtout sur les listes de droite, et qu'une majorité des résident·e·s vaudois·es sont encore aujourd'hui exclu·e·s du corps électoral communal.

Sandrine Gutierrez



## LA DIASPORA DU KOSOVO VEUT VOTER

À Genève, ce dimanche 7 février, les étudiant·e-s albanais·es ont organisé une manifestation pour leur droit de vote, rassemblant une centaine de personnes sur la Place des nations. En effet,

la diaspora rencontre différents obstacles pour participer aux élections législatives du 14 février au Kosovo. Ces mesures anti-démocratiques n'ont pour but que de réduire la participation de la diaspora,

qui est en dehors de la logique clientéliste qui gouverne le Kosovo. Les étudiant·e-s exigent que la Commission Electorale Centrale accepte toutes les inscriptions et que tous les bulletins soient comptabilisés, même s'ils parviennent au Kosovo après la date des élections.

Edon Duraku

Genève

Votations

7 MARS

## OUI À L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS·EUSES PRÉCAIRES

La crise sanitaire a mis en lumière une réalité : à Genève des travailleurs·euses vivent dans une constante précarité. Le moindre incident, une perte ou une diminution de ressources peut les faire basculer dans un dénuement ne permettant plus de payer leurs loyers, leurs assurances maladie, leurs soins, parfois même leur nourriture.

Il s'agit essentiellement de personnes qui tombent à travers les mailles d'un filet social incapable de prendre en considération les situations atypiques. Elles contribuent objectivement au fonctionnement de l'économie de notre canton. Ils·elles sont des employé·e-s temporaires ou sur appel, des artistes, des étu-

diant·e-s, des travailleurs·euses du sexe, des salarié·e-s du bâtiment, de la restauration ou de l'économie domestique, dont certain·e-s sont sans statut légal.

### Le référendum de la honte

Un référendum mené par l'UDC a ajourné une aide qui se devait d'intervenir dans l'urgence au mois de juin passé. Il a empêché l'État de remplir son devoir d'aide et de protection à l'égard d'une population précaire lésée par la crise. Il a abouti sur la base d'une récolte de signatures particulièrement douteuses, usant d'un faux argument de lutte contre le travail au noir alors ce n'est pas l'objet de cette loi.

Une lutte efficace contre le travail au noir repose avant tout sur

des contrôles et une stricte application de la réglementation sur le travail, sur une meilleure défense des travailleurs·euses ; pas en pénalisant les travailleurs·euses qui en sont victimes.

### Refusons une injustice sociale

Il est essentiel que la vie de ces personnes ne soit pas réduite à néant en raison de la crise Covid-19. Il est indispensable de les aider à payer certaines factures pour éviter une dégradation de leur situation. Cette aide est encore nécessaire pour assainir des situations qui se sont pour la plupart encore détériorées depuis le printemps dernier.

Jocelyne Haller

Genève

Brèves

## ÉLECTION COMPLÉMENTAIRE : BARRONS LA ROUTE À LA DROITE, À L'EXTRÊME-DROITE ET AUX POLITIQUES ANTISOCIALES !

L'AG de solidaritéS Genève, réunie le 1<sup>er</sup> février dernier, a décidé que, si le mouvement ne formulera pas de consigne de vote explicite pour le premier tour à cette élection complémentaire, il appelle fermement les électrices à barrer la route, dans la rue et dans les urnes, à la droite et à l'extrême-droite ainsi qu'à toutes celles et ceux qui mènent des politiques antisociales. L'option d'un soutien au candidat du Parti du Travail (PdT) Morten Gisselbaek a été débattue. Il a été souligné qu'il n'existe sans doute pas de divergences politiques majeures avec ce dernier, qui a longtemps été membre de solidaritéS Genève. Cependant, les circonstances de son départ et la retenue de ses jetons de présence en cours de législature, ont retenu l'AG de lui accorder son soutien.

## UNE CHASSE CRIMINELLE AUX SANS-PAPIERS

Le 7 février dernier, le Collectif de soutien aux sans-papiers a dénoncé une recrudescence des contrôles d'identité à l'encontre des personnes sans statut légal. Ces opérations sont menées par les gardes-frontières principalement dans les transports en commun vers la France. Sans titre de séjour valable, les personnes embarquées au poste subissent un interrogatoire avant de se voir notifier une interdiction d'entrée sur le territoire, avec copie au Secrétariat d'État aux migrations (SEM), laissant planer la menace d'un renvoi. La Fondation des Colis du Cœur a décidé de fermer son site de distribution de Thônex pour protéger ses usagers·ères. En pleine pandémie, il est absolument inadmissible que des personnes en situation de précarité n'aient plus accès à des colis alimentaires par peur d'un renvoi.

DG

# « NOUS AVONS UN PLAN »

Après les plans annoncés par différents gouvernements, la Grève du Climat a publié à son tour un Plan d'Action Climatique pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. La différence tient au fait que cet objectif doit ici respecter en même temps le principe de justice climatique. Sans surprise, le changement de système est à l'ordre du jour, mais comment ? Présentation du document à partir d'un entretien avec les grévistes du climat Lena Bühler et Jonas Kampus.

La Grève du Climat a publié au début de cette année son très attendu Plan d'Action Climatique (Climate Action Plan, CAP) sur lequel des grévistes, des scientifiques et des expert·e·s de différents secteurs ont travaillé durant plus d'une année. Malgré un écho modéré au sein de la presse bourgeoise romande, il s'agit bien de l'un des projets phares de ce mouvement. Et pour nous, militant·e·s de la gauche radicale, il s'agit d'un document précieux esquissant des solutions climatiques ou intersectionnelles (parfois même écosocialistes et anticapitalistes) ambitieuses et souvent chiffrées et sourcées. Il permet également de mieux comprendre les courants politiques qui coexistent au sein d'un mouvement encore très hétérogène, mais dont les contours idéologiques de son/ ses centre(s) tendent toujours davantage vers l'écosocialisme, la décroissance et l'anticapitalisme.

Mais de quoi parle-t-on exactement dans ce Plan d'Action Climatique ? Quelles sont les mesures esquissées et actions envisagées pour les implémenter ? Quelles sont ses forces et ses faiblesses ? *Quid* de l'avis des grévistes ? Plus généralement, comment envisagent-ils-elles l'avenir de cette prise de position à l'allure programmatique ?

Dans son préambule introductif et prospectif, la Grève du Climat pose un constat ambitieux et critique : « *Net zéro d'ici 2030, c'est possible ! La politique institutionnelle ne nous a pas montré la voie à suivre pour sortir de la crise climatique et nous avons donc dû nous atteler nous-mêmes à cette tâche. Le Plan d'Action pour le Climat montre des moyens techni-*

*quement réalisables et socialement justes pour satisfaire notre revendication net zéro d'ici 2030.* »

En se référant au rapport spécial du Groupe d'expert·e·s intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2018, la Grève du Climat réaffirme l'importance cruciale que revêt l'objectif de contenir un réchauffement climatique global en dessous des 1,5 °C par rapport à l'époque préindustrielle (1850), afin d'éviter une boucle de rétroaction sans fin qui rendrait le réchauffement de la planète hors de contrôle. Selon les grévistes, l'objectif du Conseil fédéral d'atteindre la neutralité carbone de la Suisse d'ici 2050 est insuffisant et va à l'encontre de la réalité scientifique. Le budget carbone sera littéralement explosé en poursuivant un tel scénario climatique. Les récentes déclarations de la Confédération concernant leur « plan » ne peuvent que renforcer le constat de l'échec de la politique institutionnelle bourgeoise.

De son côté, la Grève du Climat part de l'hypothèse – toujours en suivant les calculs du GIEC en 2018 – que l'atmosphère ne peut absorber plus de 420 Gigatonnes en équivalent CO<sub>2</sub> si nous désirons nous garantir 66 % de chance de limiter le réchauffement global à 1,5 °C. En nous fondant sur l'année 2020, il nous resterait désormais moins de huit années avant que ce budget carbone soit épuisé... C'est bien pour cela que les nations les plus riches, dont la Suisse, doivent assumer leur responsabilité historique et actuelle, car elles disposent de capacités financières plus importantes. D'une part, elles doivent donc mener une décarbonation plus rapide (2030 au plus tard). D'autre part, elles doivent soutenir fi-

nancièrement les populations et régions les plus vulnérables et affectées par la catastrophe climatique.

## Des propositions concrètes et ambitieuses

Selon Jonas Kampus, le Plan d'Action Climatique montre qu'un « autre monde est possible » en combinant des mesures concrètes (138 au total sur plus de 300 pages) et une vision positive de l'avenir. Lena Bühler s'enthousiasme en affirmant que ce plan démontre que les revendications de la Grève du Climat sont politiquement et scientifiquement possibles, admettant aussi que des améliorations sont encore nécessaires dans chaque secteur. Pour les deux, toutefois, il est évident que certaines de ces mesures devraient être immédiatement implémentées si nous désirons opérer un changement en profondeur de nos institutions économiques et politiques.

Le Plan d'Action Climatique propose douze thématiques : politiques intersectorielles, mobilité, bâtiments et aménagement du territoire, secteur de l'industrie et des services, approvisionnement énergétique, agriculture et système alimentaire, émissions négatives, secteur financier, structures économiques et politiques, coopération internationale, éducation et adaptation. On notera notamment l'absence de prise en compte de l'impact du numérique qui aujourd'hui équivaut déjà à 4 % des émissions de gaz à effet de serre en 2020, avec un taux de croissance qui continue d'augmenter selon l'étude sur la sobriété numérique présentée par The Shift Project en 2019.

Malgré cela et certaines incohérences, les propositions allant

Sandrine Gutierrez



Manifestation nationale pour

des plus communes aux plus ambitieuses sont nombreuses et esquissent des alternatives concrètes (voir encadré).

## Perspectives politiques

D'après Lena, dans l'immédiat, il est urgent d'ouvrir des discussions avec certaines organisations et mouvements politiques (Grève féministe, syndicats, associations écologistes, etc.) pour les impliquer plus activement dans la construction de la Grève pour l'Avenir et les convaincre qu'une rupture systémique est nécessaire et désirable. Selon elleux, le Plan d'Action Climatique pourrait être un catalyseur d'actions plus



Proteste pour le climat, Berne, 28 septembre 2019

radicales en les légitimant auprès d'une grande partie de la population. Pour Jonas, le Plan d'Action Climatique doit désormais évoluer et/ou servir de base à un programme de transition, notamment en raison de la crise systémique du capitalisme.

Dans cette perspective, les groupes locaux de la Grève pour l'Avenir ainsi que les personnes et communautés les plus affectées devront être au cœur de la redéfinition d'un Green New Deal radical qui s'attaquerait pleinement aux questions les plus urgentes et traiteraient davantage des fondements du système capitaliste. De ce fait, les

deux grévistes convergent sur la nécessité d'avancer un programme de transition au sein de la Grève pour l'Avenir et préparer les conditions d'une grève générale, même si la forme et le contenu d'un tel plan reste à définir en commun.

Enfin, lorsqu'on leur demande quelles sont les revendications prioritaires, iels insistent sur la nécessité de redéfinir la propriété privée, de démocratiser l'économie, de réduire le temps de travail, mais aussi l'urgence à annuler toutes les dettes illégitimes et à apporter une aide inconditionnelle aux réfugié·e·s.

Steven Tamburini  
Sur la base d'un entretien avec  
Lena Bühler et Jonas Kampus

## QUELQUES MESURES DU PLAN

### Les mesures communes

- Faire des études d'impact environnemental et climatique pour tous les produits et services, remplacer la publicité commerciale par l'art et l'éducation;
- Interdiction de la vente de carburant pour les véhicules à énergie fossile et de l'électricité fossile. Interdiction des voitures de grande taille et surpuissantes;
- Un fonds climat pour la rénovation des bâtiments vers une haute efficacité énergétique. Obligation du solaire pour les toits compatibles;
- Promotion des revenus alternatifs pour les agriculteurs·trices;
- Obligation de rapports sur l'impact climatique des institutions financières.

Mentionnons encore l'idée d'un programme public pour les emplois verts, le remplacement du produit intérieur brut (PIB) par l'indice de développement durable (IDD), et des formations environnementales proposées à toutes les personnes employées et apprenties.

### Les mesures plus ambitieuses

- Moratoire immédiat sur les nouvelles infrastructures jusqu'à 2030;
  - Création d'une banque climatique qui prêterait des crédits (capital d'emprunt) à des « agences climatiques » pour leur permettre de mettre en œuvre des projets d'infrastructure à grande échelle;
  - Villes sans voiture à l'horizon 2025;
  - Interdiction de la spéculation sur les produits agricoles et alimentaires;
  - Décarbonisation du secteur financier d'ici 2030 et interdiction immédiate des nouveaux investissements, des crédits et des services d'assurances pour les entreprises actives dans l'extraction de combustibles fossiles;
  - Réduction immédiate de la semaine de travail à 4 jours par semaine puis progressivement les heures d'une semaine à temps plein à 24 heures par semaine d'ici 2030.
- Le plan propose également de renforcer l'économie des soins, remplacer les sociétés par des fondations et des coopératives, un nouveau concept de propriété, une taxe de protection climatique sur les gros avoir (la moitié des revenus étant reversée à des projets d'atténuation du dérèglement climatique dans les pays du Sud) et le contrôle des capitaux.

### Mentions spéciales

- Meilleure répartition de l'emploi sur le territoire pour réduire la distance entre domicile et lieu de travail;
- Un programme d'aide pour la formation du personnel des « énergies renouvelables »;
- Davantage de personnes dans le secteur agricole;
- Financement des technologies à émissions négatives (*negative emission technologies, NETs*) en fixant le prix des émissions de gaz à effet de serre;
- Réseau national d'ateliers sur le climat dans tous les districts et les villages (faisant partie des services publics) afin de fournir des équipements de location, d'offrir des services de réparation et d'organiser des formations;
- Financement de la phase initiale d'un Forum mondial pour le climat;
- Droits démocratiques pour toutes les personnes qui résident sur le sol suisse dès l'âge de 14 ans;
- Traité de non-prolifération des combustibles fossiles (*Fossil-Fuel Non-Proliferation Treaty*);
- Élaboration d'un cadre légal pour aider les réfugié·e·s climatiques.

Le Plan d'Action Climatique en intégralité:

► [climatestrike.ch](http://climatestrike.ch)

# LA JUSTICE ÉQUATORIENNE DIT STOP

**S**ucumbíos, une région d'Amazonie équatorienne, subit depuis des décennies les conséquences de l'extraction pétrolière menée d'abord par la multinationale Chevron-Texaco puis par d'autres entreprises, avec l'accord du gouvernement. Ces conséquences sont dramatiques en termes sanitaires et écologiques : sols et eaux pollués,

déversement dans l'air de particules néfastes par des brûleurs à gaz (tuyaux à ciel ouvert qui expulsent jour et nuit le gaz naturel à une température moyenne de 400°C). Cette destruction de l'environnement porte gravement atteinte à la santé des habitant-e-s : la prévalence des cancers a été reconnue comme particulièrement forte

dans la région, notamment parmi les jeunes et les femmes.

## «Fuera mecheros de la muerte»

En 2020, neuf jeunes filles de cette région se sont constituées plaignantes contre le gouvernement, afin d'exiger la fin des permis pour l'allumage et l'évacuation du gaz dans les brûleurs. Le 26 janvier

2021, les juges du tribunal de Sucumbíos leur ont donné raison. Le tribunal a ainsi reconnu que l'État violait les droits à la santé, de la nature et de l'environnement.

Plusieurs collectifs ont travaillé à cette victoire, notamment l'Union des personnes affectées par l'extraction pétrolière (UDAPT), au travers de rapports attestant les faits, de manifestations et de dénonciations médiatiques ainsi qu'au parlement équatorien. À présent, le grand défi à relever consiste à faire appliquer la sentence et à continuer à réclamer réparation pour les dommages subis par les milliers de personnes touchées par la contamination pétrolière.

Aude Martenot

# SOLIDARITÉ AVEC CAROLINA IARA

En pleine semaine de la visibilité trans, 3 attaques sont survenues contre des femmes noires, transgenres, et élues du PSOL à São Paulo. Parmi elles, Carolina Iara, intersexe et porteuse du VIH, a subi une tentative d'assassinat. Une enquête est exigée par son parti.

Carolina Iara devant la statue du poète Luís Gama, São Paulo, 25 janvier 2021



portent comme élues au conseil municipal.

## Normalisation des violences racistes et LGBTIQphobes

Ces crimes politiques ne sont pas nouveaux, mais ils se déploient dans la plus grande normalité depuis l'élection de Jair Bolsonaro. Après l'assassinat de Marielle Franco, de Netinho, ou l'exil de Jean Wyllys, c'est au tour de Carolina Iara de subir les effets de la persécution et de la répression des militant-e-x-s de gauche menées par le président et ses adeptes. Heureusement, Carolina et sa famille ont survécu, mais ce crime ne doit pas rester impuni. Il s'agit d'une tentative claire de faire taire les voix qui se lèvent contre la politique réactionnaire de Bolsonaro, pour des droits démocratiques et la fin des discriminations dans l'un des pays les plus inégalitaires du monde, et encore très marqué par l'héritage colonial.

## Une attaque ciblée

Cette attaque nous montre le sort destiné aux personnes qui, comme Carolina, par leur simple existence, osent défier les sphères de pouvoir dont elles sont systématiquement exclues. Surtout, elle doit nous rappeler l'importance de lutter pour que, partout dans le monde, les corps comme celui de Carolina Iara continuent d'occuper les rues comme les parlements sans craindre pour leurs vies. Ils ont essayé d'étouffer sa voix dans le sang, mais ils n'ont pas réussi ! Nous témoignons toute notre solidarité à Carolina Iara, ainsi qu'à tous-te-x-s les camarades qui luttent au quotidien pour le droit à la vie, et nous exigeons que justice soit faite !

Gabriella Lima

# LES FEMMES RÉSISTENT TOUJOURS

Les causes profondes qui ont enflammé la révolution il y a dix ans, du chômage à la corruption en passant par la brutalité policière et les profondes inégalités et les discriminations se sont approfondies. L'État égyptien actuel est d'ailleurs bien plus brutal que ses prédécesseurs et réprime quiconque est lié-e à la révolution.

Le régime égyptien bénéficie du soutien inconditionnel des États-Unis et d'un grand nombre de pays européens, qui ferment les yeux sur les pires violations des droits humains de l'histoire moderne de l'Égypte en échange d'une « coopération en matière de migration et de lutte contre le terrorisme ». De plus, ces mêmes pays continuent de vendre des armes et des technologies de surveillance à l'État égyptien, tout en sachant qu'elles seront utilisées pour commettre des violations des droits humains. Des dizaines milliers de personnes sont aujourd'hui arbitrairement détenues dans des conditions inhumaines.

Tout le monde est dorénavant une cible. Le régime militaire a conduit à une militarisation de la société dans laquelle quiconque ne correspond pas aux normes sociales dominantes peut être emprisonné, par exemple les femmes « TikTokers ». Certaines d'entre elles sont toujours en prison, accusées de « violation des valeurs égyptiennes » et de « traite d'êtres humains ».

Les femmes utilisant TikTok sont des travailleuses ordinaires ou des femmes de la classe moyenne. En raison de la façon dont elles s'habillent et s'expriment, le gouvernement considère qu'elles violent ce qui est autorisé par leur classe sociale et les « valeurs familiales égyptiennes ».

## L'État n'est pas le seul acteur répressif contre les femmes

Il y a dix ans, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, des civils ont attaqué des femmes manifestantes. De plus, en mars 2011, des manifestantes ont

été contraintes de se soumettre à des tests de virginité par l'armée. Abdelfattah Al-Sissi, alors chef du renseignement militaire et aujourd'hui président, a justifié l'usage de ces tests à Amnesty International « pour protéger l'armée contre d'éventuelles allégations de viol ».

Il y a eu des centaines de cas d'agressions sexuelles de masse et de viols collectifs, y compris avec des objets, documentés lors de manifestations entre 2012 et 2014. Une multitude de femmes se sont exprimées sur ces crimes, mais de nombreux partis et coalitions de jeunes révolutionnaires ont tenté de les faire taire ou de rejeter ces accusations au motif qu'elles

étaient organisées par la police et/ou le parti au pouvoir.

## La répression est constante, mais les femmes ripostent

Les femmes ont malgré tout brisé de nombreux tabous et ont réussi à faire inscrire des crimes comme les agressions sexuelles de masse et les viols collectifs à l'ordre du jour du débat public. De nombreuses initiatives locales contre les violences sexistes et sexuelles ont été créées entre 2012 et 2014. Ces mobilisations ont contribué à accroître la pression et à changer le discours dominant, tout en forçant le gouvernement à criminaliser enfin le harcèlement sexuel en 2014.

Depuis juillet 2020, l'Égypte a été témoin d'une autre vague #Me-Too, avec de jeunes générations de femmes qui s'expriment sur les réseaux sociaux, brisant les tabous et (ré)affirmant leur autonomie sur leur corps. Elles demandent que justice soit faite contre les violences et les discriminations qu'elles ont subies. Cette mobilisation ne prend pas sa source au sein des cercles habituels d'activistes, ni de groupes politiques, mais plutôt de segments sociaux qui ne se mobilisaient pas activement auparavant.

Elles se sont mobilisées en ligne, mais ont néanmoins réussi à susciter suffisamment d'indignation au sein de la société pour forcer l'État à quelques mesures contre les violences sexuelles, même si largement insuffisantes. Plusieurs d'entre elles ont poursuivi leurs agresseurs en justice.

De nombreuses femmes ont créé des blogs et des pages sur les réseaux sociaux pour dénoncer publiquement les violeurs et les hommes qui agressent les femmes. La honte et la diffamation à l'encontre des agresseurs sont l'une des tactiques les plus efficaces et les plus rapides pour les femmes pour éviter les attaques patriarcales et misogynes qu'impliquent les voies juridiques conventionnelles.

Cette dénonciation des violences sexuelles ne peut être dissociée des mobilisations historiques passées qui ont débutées avec l'avènement du soulèvement populaire égyptien en 2011.

Salma H

Marche contre le harcèlement sexuel, Le Caire, 2013



Gigi Ibrahim

# FACE AUX MANIFESTATIONS DE MASSE, LE RÉGIME KLEPTOCRATE PANIQUE

Depuis le 23 janvier 2021, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de 140 villes en soutien à Alexeï Navalny, empoisonné par les services secrets russes, soigné en Allemagne et arrêté à son retour dans le pays.

Une mobilisation d'une telle ampleur est un phénomène inédit pour la Russie – les grands mouvements de protestation étant largement concentrés sur la capitale. D'après les observateurs-rices, ce n'est pas seulement la défense de l'opposant qui a fait sortir les gens, mais aussi et surtout la colère vis-à-vis de l'arbitraire judiciaire et de l'impunité policière, ainsi qu'un profond ressentiment contre les élites noyées dans la corruption.

La répression est également inédite : en quelques jours, plus de 11 000 personnes ont été arrêtées. À Moscou, les lieux de détention et les tribunaux sont engorgés. Le pouvoir se sent menacé et affaibli. Il devient, de ce fait, encore plus brutal. Depuis deux semaines, l'armée et la police encerclent les rues centrales des grandes villes et y bloquent la circulation chaque week-end, par peur de nouvelles mobilisations.

Décidément, le régime ne cherche plus à convaincre, mais à effrayer toutes celles et ceux qui commencent à douter de sa légitimité.

## L'affaire Navalny

Comment Alexeï Navalny, blogueur anti-corruption, a-t-il pu acquiescer une telle stature menant des centaines des milliers des Russes à suivre son appel ? En août 2020, il avait miraculeusement échappé à un empoisonnement orchestré par le FSB (les services secrets russes, chargés de la sécurité intérieure), passant trois semaines dans le coma dans un hôpital allemand. Le Kremlin étant dans le déni, la réponse de Poutine fut particulièrement cynique : « *Qui a besoin de lui ? Si on avait voulu l'assassiner, on y serait parvenus.* » La tentative d'assassinat prouve cependant que Navalny est pris très au sérieux. Appuyé par des médias d'investigation, il avait

lancé sa propre enquête. L'opération ratée a été mise à nu, les services secrets russes se sont humiliés retrouvés publiquement. Le blogueur est ainsi devenu leur ennemi personnel.

Arrêté à sa descente d'avion, condamné à trois ans et demi d'emprisonnement pour s'être soustrait à un contrôle judiciaire alors qu'il était hospitalisé, Navalny est visé par d'autres enquêtes pour diffamation et escroquerie. Il est cependant clair que ces poursuites sont uniquement liées à son activité politique.

Selon la nouvelle Constitution conçue sur mesure, Poutine peut désormais régner au moins jusqu'en 2036. Pourtant, la confiance à son égard ne cesse de chuter et sa réélection en 2024 paraît improbable. Pour y remédier, le parlement prépare déjà tout un arsenal de mesures répressives. Des lois visant à étouffer les voix dissi-

dentés sont adoptées en masse. Ce-ri-se sur le gâteau : Poutine a signé une loi lui garantissant l'immunité éternelle une fois ses mandats achevés.

## « Mais, le roi est nu ! »

Cette frénésie législative et cet acharnement contre Navalny ont une origine supplémentaire. En janvier dernier, son équipe a publié une enquête qui brise le tabou sur la fortune personnelle et le patrimoine du président, en l'exposant au regard de toutes et tous. Ce film, vu 110 millions de fois sur YouTube, montre un domaine grand comme 39 fois la Principauté de Monaco, situé dans une zone d'exclusion aérienne. C'est une véritable ville avec des vignobles, un port, une église, un stade de hockey, un parc à huîtres, un hélicoptère et, bien sûr, un gigantesque palais avec un casino et un théâtre, le tout dégoulinant de dorures tapageuses.

Ce spectacle de corruption démesurée nourrit la colère populaire, surtout au moment où la pandémie creuse encore plus les inégalités. Et si ces images montrent bien la mégalomanie de Poutine, elles exposent également son étroitesse d'esprit, son mauvais goût et son mode de vie pathétique. Le mépris du peuple est dangereux pour un autocrate vieillissant, toute sa popularité étant construite autour d'une image de surhomme. Dans cette enquête, Poutine apparaît au contraire comme un homme ordinaire et banal, embourbé dans sa richesse et prisonnier de son propre système construit sur les secrets et les basses besognes. Au vu du nombre de personnes sorties manifester en Russie, en plein hiver, il semblerait que tourner l'autocrate en dérision est l'un des meilleurs outils pour combattre la peur et le froid.

Malgré les convictions politiques libérales et pro-capitalistes de Navalny ainsi que ses prises de position ouvertement nationalistes par le passé, la gauche anti-autoritaire russe avait soutenu massivement la mobilisation populaire. Il s'agit pour elle d'être aux côtés des militant·e·s pour la dignité et de soutenir les aspirations de celles et ceux qui se révoltent contre l'injustice, la misère et l'impunité du pouvoir mafieux.

Des militant·e·s de gauche de plus de trente pays à travers le monde, dont le mouvement solidaritéS, dans cette longue liste des organisations, ont exigé la libération immédiate de Navalny et de tou·te·s les prisonniers·ères politiques en Russie.

Adelaïde Pougatchova

L'un des symboles du mouvement anti-poutine brandi lors de la manifestation pour réclamer la libération de Navalny, Paris, 23 janvier 2021

Noémie Coissac



# ENCORE DES RENVOIS DE LA HONTE

Une mobilisation large d'amis de Tahir et de Solomon a dénoncé leur renvoi vers l'Éthiopie par vol spécial Frontex le 27 janvier dernier. Celui-ci a été rendu possible grâce à la complicité du Conseil d'État genevois et des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG).



Piquet d'activistes contre le renvoi devant l'antenne suisse du Haut-commissariat aux réfugiés à Berne

Une forte mobilisation citoyenne s'est relayée nuit et jour du 25 au 27 janvier 2021 devant la prison de Frambois à Genève pour montrer son soutien à Tahir et Solomon et pour essayer d'éviter l'exécution du renvoi. Leur parcours révèle les graves atteintes aux droits des personnes dans l'exécution de ces renvois.

## Tahir enfermé pendant cinq mois

Tahir avait fui l'Éthiopie et était arrivé à Genève en 2015. Mais comme celle de trop nombreuses personnes de ses compatriotes, sa demande d'asile a été refusée. La durée de son séjour, son intégration, son large réseau d'amis n'ont pas été pris en compte. Berne a décidé qu'il devait partir. Le 7 septembre 2020, il a été arrêté manu militari dans le foyer de l'Hospice général où il survivait avec 10 francs par jour d'aide d'ur-

gence, dans un état dépressif chronique. Il a été conduit en prison administrative.

Cinq mois plus tard, il s'y trouvait toujours. Une détention rendue encore plus pénible par la pandémie et deux périodes de quarantaine empêchant toute visite. Une pétition, signée par plus de 1000 personnes et demandant au Conseil d'État genevois de le soutenir a été déposée, celle-ci est restée sans réponse.

Tahir a très mal vécu cet enfermement qui avait comme seul but de le laisser jour et nuit à disposition des autorités en vue de son expulsion. Terrifié par la perspective de retourner en Éthiopie, où il risque la prison ou pire, il s'est mis en grève de la faim et de la soif.

## Des urgences des HUG directement à l'avion

Mercredi 27 janvier vers midi, l'état de santé de Tahir s'est dégradé et

il a été transféré aux urgences des HUG escorté par la police, entravé par des liens aux pieds – comme si, dans son état, il pouvait s'échapper. En fin de journée, Tahir est sorti de son lit aux urgences pour être emmené à l'aéroport.

Qu'un homme en grève de la faim et de la soif, se plaignant de douleurs importantes, ait pu être considéré comme apte à subir le choc d'un vol spécial est incompréhensible. Tout aussi inqualifiable, la connivence entre les HUG et la police au point que cette dernière puisse sortir une personne des urgences pour organiser un renvoi ! Enfin, il est peu probable que les médecins qui ont jugé Tahir apte à être renvoyé connaissaient les conditions violentes dans lesquelles se déroule un renvoi forcé. Rappelons que trois demandeurs d'asile sont déjà morts au cours de telles opérations.

## Solomon, humilié et volé

La vie de Solomon, jusqu'à son renvoi en janvier 2021, était bien ancrée en Suisse. Il travaillait dans un atelier de mécanique vélo, était engagé dans le foyer dans lequel il vivait dans le canton de Vaud, apprécié de tout le monde. Déclaré débouté comme Tahir, il était contraint d'aller renouveler son papier d'aide d'urgence régulièrement. C'est à cette occasion que la police va l'arrêter le 19 janvier 2021 au matin, dans les locaux du Service de la population. Menottes aux poignets, sans aucune explication. Ce n'est qu'en arrivant sur place qu'il apprend qu'il a été emmené à Genève, à la prison de Frambois.

Le 27 janvier, Solomon est transféré vers l'aéroport de Genève. Affaibli par sa grève de la faim, par les nombreuses humiliations subies de la part de la police, dont une fouille intégrale, il est contraint de se rendre sur le tarmac menotté, encadré par deux policiers.

Dans l'avion, ils étaient quatre Éthiopiens de Suisse, trois Éthiopiens d'Allemagne, et plus de 40 policiers. Pendant le trajet, un des policiers a tendu à Solomon une enveloppe en lui disant qu'il s'agissait des plus de 1000 francs d'aide au retour auquel il a droit. Solomon signe une sorte de reçu, un papier écrit à la main. Arrivé à Addis-Abeba, il ouvre l'enveloppe dans laquelle il n'y a plus qu'une centaine de francs.

Ce vol spécial était l'un des premiers à destination de l'Éthiopie, à la suite de la signature d'un accord entre la Suisse et le gouvernement éthiopien en 2018. Depuis, la situation dans le pays s'est largement dégradée. Plusieurs associations ont déjà réagi et demandé aux autorités fédérales de suspendre immédiatement les renvois forcés vers l'Éthiopie, en raison de l'instabilité politique qui prévaut dans ce pays et qui génère des situations de violence.

## Stop aux renvois et aux centres de renvoi

Les vols spéciaux doivent être bannis définitivement des pratiques de la Suisse, soi-disant garante des droits humains. Complexe dévolu à la multiplication d'opérations de ce type, la construction en ce moment même d'un centre de renvoi et de nouvelles places de détention administrative au Grand-Saconnex à Genève doit cesser. Nous exigeons des autorités qu'elles mettent en œuvre une réelle politique de refuge et d'accueil, plutôt que d'exclusion et de renvois forcés !

Aude Martenot



Installation d'une station de capture-enfouissement de CO<sub>2</sub> de l'entreprise suisse Climeworks en Islande. Elle permettra de retirer 4000 tonnes de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère par année, l'équivalent de la production de... 285 habitant.e-s de la Suisse.

## Écologie

# DES ÉMISSIONS NÉGATIVES POSITIVES?

Pour atteindre la neutralité carbone, le Conseil fédéral mise sur de nouvelles technologies « d'émissions négatives » plutôt que d'acheter des « permis de polluer » à l'étranger pour compenser les émissions résiduelles de CO<sub>2</sub>. Mais cette stratégie est-elle crédible ?

L'expression « émission négative » est trompeuse. Elle occulte la production de gaz à effet de serre (GES), qui devrait être capté afin d'éviter sa libération dans l'atmosphère et contribuer à l'accélération du réchauffement climatique. « Capture et stockage du carbone » (CSC) est plus appropriée, car elle décrit exactement ce mécanisme.

Contrairement aux processus de captages naturels (forêts, océans), les mécanismes technologiques de CSC peuvent avoir un effet immédiat et être mis en route rapidement, nous rappellent ses partisans.

Cette efficacité technologique repose sur un captage immédiat à la source, puis sur son transport vers un lieu de stockage souterrain (anciens puits de pétrole, mines ou

pipelines abandonnés). Une étude estime qu'une centaine d'entreprises sont responsables de 71 % des émissions mondiales, la moitié des émissions proviennent de 25 % entreprises. De ce fait, le périmètre d'intervention à la source est effectivement un des grands avantages du CSC, ainsi que son adéquation à maintenir l'appareil industriel.

### Continuer à produire du CO<sub>2</sub> ?

C'est l'un des paradoxes du CSC. Justifiée par l'urgence à respecter les objectifs de neutralité d'émissions des GES, elle peut contribuer à maintenir une économie marchande, productiviste, conforme à une croissance continue et une motivation par le profit. La plupart des partisans du CSC portent

un projet économique parfaitement compatible avec l'économie capitaliste. La technologie CSC permet ainsi la continuation de la consommation des carburants fossiles à large échelle.

Une autre solution souvent avancée se révèle quant à elle irréalisable dans la pratique. La fabrication d'électricité à partir de matériaux naturels (BECCS) dans des centrales fonctionnant à partir de biomasse, substitués aux énergies fossiles, requiert des surfaces agricoles gigantesques. Ainsi il a été estimé que pour compenser la totalité des énergies fossiles consommées aujourd'hui, la surface consacrée à la production de biocarburants représenterait l'équivalent de la moitié du territoire des États-Unis. En outre,

cette solution réduirait sensiblement les surfaces agricoles et contribuerait à maintenir une agriculture mono-industrielle. Nous sommes très loin d'une utilisation rationnelle de la terre. Quant à la technique de captage direct dans l'air, elle demeure pour l'instant très coûteuse.

Le défi pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique est de laisser 70 à 80 % des carburants fossiles sous terre. Cela implique inévitablement une réduction de la production énergétique dans une société de sobriété énergétique. L'élimination d'industries nuisibles, comme l'industrie d'armement, est une nécessité. Aux États-Unis ce secteur représente environ 10 % du PIB et est très gourmand en énergie et en matières premières.

La réduction de la mobilité automobile, la relocalisation des marchandises produites et transportées sur de très longues distances représentent aussi un fort potentiel d'économies en énergie. Ce ne sont que quelques exemples parmi d'autres.

### Solaire, éolien, hydraulique

L'utilisation des énergies renouvelables devrait constituer la colonne vertébrale de toute politique énergétique visant la réduction drastique d'émissions de GES. Le potentiel du solaire, de l'éolien et de l'hydraulique dans les océans est immense. Ces modes de production peuvent se combiner et peuvent être déployés localement à petite échelle ou dans des centrales de production. À l'évidence, la carte de la production énergétique devra être revue pour déployer ces technologies. Cela représente aussi une opportunité de lutter contre la pauvreté et la dépendance de beaucoup de pays. Par exemple, l'Afrique saharienne pourrait devenir un grand producteur d'électricité et d'hydrogène. Beaucoup de pays disposant de grands périmètres maritimes bénéficieraient de l'usage des ressources hydrauliques et éoliennes.

L'élimination du carbone par la CSC pourrait ainsi être envisagée pour une période de transition dans une situation d'urgence. Mais la CSC ne saurait se substituer à des politiques de décarbonisation basées sur de profonds changements dans le monde de la production et de consommation, librement décidés et consentis dans le cadre d'une nouvelle planification des besoins. Cet horizon possible doit s'appuyer sur d'autres méthodes que la CSC.

José Sanchez

# LE CAPITAL, C'EST DU BÉTON

Catastrophe écologique et sociale, le béton armé serait-il la parfaite incarnation des contradictions du capitalisme ? C'est la thèse du dernier livre du philosophe Anselm Jappe, qui propose une histoire critique d'un matériau aussi néfaste que banal.

« Non à la bétonisation de la Suisse ! » On n'en finit plus d'entendre ce slogan. L'invasion du béton est devenue un bouc-émissaire commode pour accompagner d'un vernis environnemental les campagnes anti-immigration de la droite xénophobe. Trop de monde égale trop de constructions égale moins de vertes prairies, l'équation est simple. Mais bizarrement, les mêmes défendent l'élargissement des autoroutes et encouragent l'étalement urbain, signe d'une certaine timidité quand il s'agit de combattre effectivement l'artificialisation des paysages.

Raison de plus pour formuler une critique cohérente du béton et de l'amour inconditionnel que lui voue l'humanité, tâche à laquelle s'est attelé le philosophe Anselm Jappe. Dans un livre documenté et d'accès facile, il défend une thèse simple : le béton est la matérialisation de la logique marchande et aide à en saisir les complexités.

Le béton, mélange de calcaire et d'argile cuits à très haute température (le ciment), de produits chimiques et d'eau, n'a pas attendu l'avènement du capitalisme pour servir à la construction de bâtiments. Jappe donne l'exemple de la coupole du Panthéon, bâti à Rome au 1<sup>er</sup> siècle avant J.-C. Le béton armé, en revanche, naît au 19<sup>e</sup> siècle : l'ajout d'armatures en métal facilite la construction. Et les ennuis commencent.

## Un désastre écologique

On se souvient des images terribles de l'été 2018 : l'une des travées du pont Morandi, tronçon routier enjambant Gênes, s'est écroulée.

Jappe voit dans cet événement l'annonce du décès prochain de nombreux édifices datant des années 1950. Car le métal rouille et se tord. Paradoxe apparent, le béton armé ne serait donc pas durable, alors même que la solidité est le principal argument de ses défenseurs.

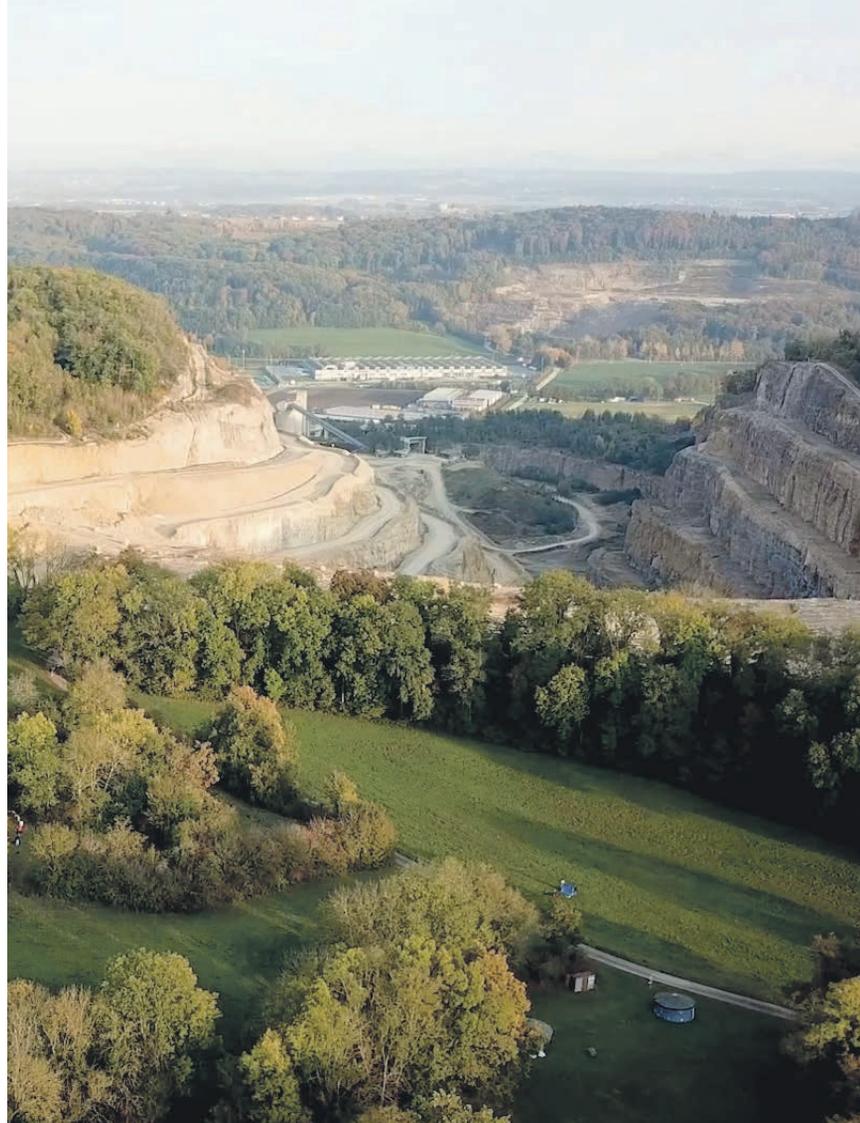
Jappe n'est certes pas ingénieur ni physicien et l'effondrement d'un pont ne suffit pas à prouver que l'obsolescence programmée guette toutes les constructions dans le même matériau. En revanche, la non-durabilité du béton sur le plan écologique ne fait aucun doute. Entre autres, l'extraction de calcaire et de sable endommage les sols et met en danger certains écosystèmes, au point que le sable est devenu une ressource rare. À quoi s'ajoute l'énergie nécessaire pour la cuisson du ciment : le béton est responsable de l'émission de 2,8 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

La liste des dégâts environnementaux est longue mais le béton armé est rentable car du béton de piètre qualité et une main-d'œuvre sans qualification font l'affaire. Résultat, les dernières décennies ont vu se développer une bétonite aiguë dans les pays riches et les puissances émergentes, Chine en tête. Les chiffres donnent le vertige : la production mondiale de ciment atteint aujourd'hui 4,5 milliards de tonnes, nécessitant l'extraction de 40 milliards de tonnes de sable et de gravats chaque année.

## Rationalisation/marchandisation de l'espace

Voilà pour le défaut le plus évident du béton armé, en contradiction avec les exigences écologiques du

Alexandre Salama



La colline du Mormont dévorée par Holcim (et la ZAD de la Colline au premier plan)

moment. En plus de ces enjeux environnementaux, déjà documentés par ailleurs, le principal intérêt du livre de Jappe tient au lien qu'il établit entre la généralisation du béton et le triomphe de la société marchande.

Car, on le sait grâce aux travaux d'Henri Lefebvre sur la production de l'espace et de David Harvey sur la logique spatiotemporelle de la reproduction du capital, le capitalisme s'accompagne d'un certain rapport au milieu dans lequel évolue l'humanité. Et l'expansion de la société marchande depuis deux siècles s'est accompagnée d'un urbanisme obsédé par la ligne droite, défendant un utilitarisme borné et reposant sur l'uniformisation du bâti.

Le béton armé, qui facilite la standardisation et la préfabrication, s'est révélé un allié idéal de la volonté d'aménager les villes en vue de la bonne marche de la production et de la consommation de masse. Après avoir accompagné le fascisme et le stalinisme, il a servi d'outil de choix à la vaste entreprise de taylorisation de la vie quotidienne de la société fordiste des Trente Glorieuses. On observe encore aujourd'hui les dégâts de cet urbanisme dans les

grands ensembles des banlieues ouest-européennes, où la relégation économique et le néocolonialisme s'incarnent dans la laideur de constructions purement utilitaires.

## La valeur du béton

Coincidence, le livre de Jappe rejoint les rayons des librairies quand se constituait la ZAD de la colline du Mormont, où les zadistes s'opposent à l'extension d'une carrière du géant de la cimenterie LafargeHolcim. D'un côté, l'idéal d'un nouveau rapport au monde, sobre et non marchand. De l'autre, la soumission totale à la logique de la valeur : construisons des choses inutiles et polluantes pourvu qu'elles génèrent du profit.

Le béton, plus que jamais, est l'incarnation des contradictions d'un système menant l'humanité à sa perte.

Guy Rouge



Anselm Jappe, *Béton. Arme de construction massive du capitalisme, L'Échappée*, 2020.

JAA  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal

**LAPOSTE**  
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

## solidaritéS

C'est quoi  
ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

383

11.02  
2021

### Abonnements

## SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

→ **solidarités**

Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou +41 22 740 07 40

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

En images



### NOUS MANGERONS LE PATRIARCAT

«Puis telles les hyènes et leur étrange clitoris, nous ricanerons bien.» Sandrine Gutierrez, 2021

### Sommaire

- 3 **Histoire**  
50 ans du Mouvement de Libération des Femmes
- 4 **Féminisme**  
Sexisme et harcèlement: fin de l'omerta à l'Unil
- 4 **Féminisme**  
Sexisme et harcèlement: fin de l'omerta à l'Unil
- 5 **Féminisme**  
Place du 14-Juin, la rose à la main
- 5 **Neuchâtel**  
Pour une nouvelle promotion économique
- 6 **Féminisme**  
Place du 14-Juin, la rose à la main
- 6 **Vaud**  
Une campagne de terrain à Renens
- 6 **Racisme**  
Droits communaux facilités pour étrangers: un enjeu démocratique
- 7 **Genève**  
Oui à l'indemnisation des travailleuses et travailleuses précaires le 7 mars
- 7 **Genève**  
Oui à l'indemnisation des travailleuses et travailleuses précaires le 7 mars
- 8-9 **Genève**  
Cahier émancipations Grève du climat: «Nous avons un plan»
- 10 **Écologie**  
Pollution en Amazonie
- 10 **Écologie**  
Pollution en Amazonie
- 11 **International**  
Égypte, 10 ans après la révolution: les femmes résistent toujours
- 11 **International**  
Égypte, 10 ans après la révolution: les femmes résistent toujours
- 12 **International**  
Russie: face aux manifestations de masse, le régime kleptocrate panique
- 13 **Immigration**  
Encore des renvois de la honte
- 14 **Écologie**  
Des émissions négatives positives ?
- 15 **À lire**  
Le capital, c'est du béton